

Gouvernement du Québec

Décret 370-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 2 000 000 \$ à la Ville de Saint-Amable, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation

ATTENDU QUE des projets d'habitation, sur le territoire de la ville de Saint-Amable, requièrent un soutien financier;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4^o de l'article 7.0.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1), en tant que responsable de l'habitation, les fonctions et pouvoirs de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation consistent plus particulièrement à favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;

ATTENDU QUE le paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation à octroyer une subvention maximale de 2 000 000 \$ à la Ville de Saint-Amable, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Saint-Amable, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 2 000 000 \$ à la Ville de Saint-Amable, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Saint-Amable, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76776

Gouvernement du Québec

Décret 371-2022, 23 mars 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 3 000 000 \$ à l'organisme Maison Communautaire Missinak ressource d'hébergement et de ressourcement pour femmes autochtones et leurs familles, au cours des exercices financiers 2021-2022 et 2022-2023, afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitation pour femmes et enfants victimes de violence familiale

ATTENDU QU'un projet d'habitation pour femmes et enfants victimes de violence familiale de l'organisme Maison Communautaire Missinak ressource d'hébergement et de ressourcement pour femmes autochtones et leurs familles, situé sur le territoire de la ville de Québec, requiert un soutien financier;

ATTENDU QUE ce projet de 12 logements vise à offrir des logements sécuritaires aux femmes et enfants autochtones victimes de violence familiale;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) la Société d'habitation du Québec a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 3.2 de cette loi, pour la réalisation de ses objets, la Société d'habitation du Québec peut accorder des subventions dans le domaine de l'habitation;

ATTENDU QUE, dans le cadre du Plan économique du Québec de mars 2018, le gouvernement a annoncé un soutien financier de 14 400 000 \$ afin de permettre aux différents ministères et organismes d'accroître leur soutien pour la réalisation de mesures s'adressant aux Premières Nations et aux Inuits en matière de violences conjugales et familiale;